

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2019)  
**Heft:** 2256

**Artikel:** Le monétarisme et le chaos : la théorie ne vaut pas pipette, mais officiellement on n'en démord pas  
**Autor:** Ghelfi, Jean-Pierre  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1020070>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 30.01.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

qu'être impressionné par la variété des initiatives. Ces exploitations diversifient leurs activités, combinant élevage et cultures. Elles introduisent de nouveaux modes de culture et prennent en charge la commercialisation de leurs produits. Elles complètent leurs activités agricoles par des activités touristiques, éducatives et sportives. Autant d'initiatives qui ont des conséquences pour l'agencement et la modernisation de leurs constructions et installations.

L'initiative populaire énumère bien quelques exceptions. Mais elles ne seront admises que si elles servent à la conservation de constructions dignes de protection et de leurs abords.

L'initiative doit faire pression

sur les Chambres fédérales dans le cadre du débat sur la prochaine [révision](#) de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT 2). La [commission](#) du Conseil national vient de refuser le projet du Conseil fédéral. Elle veut élaborer ses propres propositions.

### **Les milieux agricoles doivent abandonner leur position ambiguë**

Protection du paysage et prise en compte des besoins de l'agriculture ne font apparemment pas bon ménage. Il s'agit de concilier ces intérêts divergents. Leurs représentants sont-ils prêts à faire des concessions?

L'initiative fédérale des organisations

environnementales est trop contraignante face aux besoins de l'agriculture de demain. Mais les milieux agricoles doivent abandonner leur position ambiguë adoptée dans le cadre des débats autour de la LAT 2 ([DP 2237](#)).

En refusant toute norme contraignante en aménagement du territoire, sous prétexte de pouvoir disposer d'une marge de manœuvre, les milieux agricoles deviennent les complices des promoteurs touristiques et des investisseurs immobiliers prêts à sacrifier pour leurs intérêts le territoire non constructible. Et à contribuer ainsi au mitage du territoire. Faute de quoi l'initiative Paysage pourrait bien séduire les citoyens et les cantons.

## **Le monétarisme et le chaos**

La théorie ne vaut pas pipette, mais officiellement on n'en démord pas

---

*Jean-Pierre Ghelfi - 05 septembre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35424>*

Qui aurait pu imaginer, il y a encore peu, que l'épargne coûte et que l'emprunt rémunère ([DP 2255](#))? Un retour aux sources est inévitable.

Les idées de John Maynard Keynes (1883-1946), nourries par la crise des années 30, occupent le devant de la scène jusque dans les années 70. Tout libéral qu'il est, Keynes considère qu'une intervention

étatique est nécessaire et souhaitable lorsque l'économie dérape (récession, surchauffe). Il ne croit pas qu'en cas de graves perturbations l'économie puisse se rétablir d'elle-même: elle ne comporte pas de stabilisateurs automatiques. Cet interventionnisme constitue une rupture par rapport aux doctrines libérales alors dominantes.

Les conceptions libérales n'ont pas dit pour autant leur dernier mot. Elles reprennent du poil de la bête avec les théories monétaristes développées, entre autres, par Milton Friedman (1912-2006). Selon elles, l'inflation (la hausse des prix) est un phénomène principalement monétaire. A charge, en conséquence, aux banques centrales de contrôler la masse monétaire de manière à ce que sa croissance soit

adaptée au développement de l'économie. Inutile d'en faire davantage. Le monétarisme dit aussi que le secteur privé est intrinsèquement stable. Les programmes conjoncturels (par exemple relancer l'économie pour contrer une récession) sont inutiles, voire néfastes.

### **Les nouveaux convertis**

Cette théorie fournit ainsi un *corpus* doctrinal aux classes dirigeantes en quête de nouvelles références. Elle permet de renouveler le libéralisme discrédité par la crise des années 30. Les principales banques centrales l'adoptent avec l'enthousiasme des nouveaux convertis: enfin une règle simple pour piloter l'économie et éviter tout dérapage.

Option idéologique mise à part, est-il inconvenant de considérer que le monétarisme a été d'autant mieux accueilli qu'il suggérait de ne rien faire? Mieux, il proposait d'en faire le moins possible en réduisant le rôle de l'Etat dans l'économie (privatisations, déréglementations).

Du pain bénit pour les classes dirigeantes aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne (références obligées pour la Suisse). Le monétarisme leur fournit une boîte à outils dans laquelle elles pouvaient puiser à loisir pour expliquer que leur inaction n'en était pas une, mais correspondait à l'attitude souhaitable et nécessaire pour assurer un développement optimum de l'économie.

### **On n'en démord pas**

A lire leurs interventions, les dirigeants successifs de la banque centrale des Etats-Unis (la Fed) affichent la foi du charbonnier pour appliquer les préceptes du monétarisme. La BNS n'est pas en reste. [Une conférence de Philipp Hildebrand](#), alors membre du directoire de la BNS, passe en revue les états d'âme et les mesures prises au cours des trois dernières décennies du siècle passé pour se conformer à la théorie.

Le recensement des décisions prises est passionnant. L'application des préceptes ne produit pas les résultats attendus. Les explications tiennent au fait que la Suisse est un petit pays, très imbriqué dans l'économie mondiale, de sorte qu'il est difficile de contrôler à la fois l'évolution de la masse monétaire et celle du cours de change du franc.

En fait, la BNS tâtonne, essaie ceci puis cela, crée en son sein un service de recherche pour fournir des aides à la décision, sans succès. Elle devient progressivement plus pragmatique. Philipp Hildebrand finit par concéder qu'il est fortement douteux que l'économie comporte des stabilisateurs automatiques. Il cite aussi Milton Friedman lui-même qui, dans un texte publié par le *Financial Times* en 2003, admet que le monétarisme n'a pas tenu ses promesses: «*The use of quantity of money as a target has not been a success*». Bref, la théorie ne vaut pas pipette, mais officiellement on

n'en démord pas!

### **Période chaotique**

Cette théorie est née, si l'on ose dire, à une période où prévalait un système de cours de change fixe entre les monnaies décidé en 1944 à Bretton Woods. Système centré sur le dollar et l'or. Mais, en 1971, les Etats-Unis, unilatéralement, s'en retirent. Il s'ensuit des bouleversements continuels, avec des dévaluations successives des monnaies, mais une réévaluation constante du franc suisse, de l'inflation qui va jusqu'à dépasser 10% chez nous, des récessions avec d'importantes poussées de chômage, des pétrodollars, des spéculations à grande échelle. [Un graphe](#) paru dans quelques journaux alémaniques propose d'utiles points de repères.

Cette période chaotique s'étale maintenant sur presque cinq décennies. Elle n'est pas terminée. La crise de 2007/2008 a failli faire imploser le système financier international. Les banques centrales ont été au cœur du dispositif mis en place pour l'éviter. Son effondrement aurait eu des conséquences peut-être encore plus dévastatrices que la crise des années 30.

### **Il y a trop d'argent**

La seule constante que l'on peut observer dans la durée est le rôle de plus en plus important, envahissant devrait-on dire, des marchés financiers à l'échelle mondiale. Ils sont

devenus le pivot d'une économie qui s'est financiarisée. Plus aucune institution n'est en mesure de la surveiller, de la contrôler, encore moins de la diriger. Les banques centrales tentent de parer au plus pressé. Actualité oblige, elles se comportent comme des pompiers qui courent après des brasiers qui ne cessent de se réactiver.

Il y a très probablement désormais trop d'argent en circulation et trop de capitaux en quête de placements et de rendements. Mais personne au fond n'en sait rien. Une partie de cet argent passe par le système bancaire. Mais une partie seulement. Il y a sans doute autant d'argent qui circule dans ce que l'on appelle le «*shadow banking*», un système bancaire parallèle non surveillé et non réglementé. S'il y a désormais «*trop*» d'argent, il paraît effectivement inévitable qu'il cesse d'être rémunéré.

Cette situation est sans doute malheureuse pour la rémunération des carnets d'épargne, comme on disait autrefois. Mais c'est encore peu de chose à côté de la

situation dramatique qui menace le financement privé et public des retraites. Les systèmes mis en place au cours des dernières décennies n'ont jamais envisagé que les [capitaux accumulés](#) pourraient devenir sans rendement. Ce n'est pas encore tout à fait le cas. Mais les cours des bourses ne vont pas monter jusqu'au ciel, les rendements de l'immobilier non plus.

### **Pas d'inversion des tendances**

N'allez pas croire cependant que la plupart des gouvernements sont prêts à changer leur fusil d'épaule, à abandonner les recettes du monétarisme et du néolibéralisme. Pas question de mettre en place un système international qui viserait à reprendre le contrôle de la finance mondiale. Pas question d'envisager un rôle actif de l'Etat dans la gestion des crises économiques et des variations de la conjoncture, pas question de délier les cordons de la bourse. Laissons les banques centrales s'occuper de toutes ces questions compliquées. Ce faisant, on demande à ces

dernières d'assumer des responsabilités qui sont hors de leurs compétences techniques et légales.

Comment l'illustrer mieux qu'en suivant la remarque faite par le [président de la Fed](#): si la guerre commerciale (majoration des droits de douane) que les Etats-Unis livrent un peu à tout le monde contribue à détériorer la conjoncture, on ne voit pas comment la Fed pourrait l'empêcher.

Dans le cas particulier de la Suisse, la BNS ne peut pas – ou plutôt ne peut plus – contrôler l'évolution de la masse monétaire puisque celle-ci ne cesse de gonfler pour contrecarrer la montée de notre monnaie. Comment, pour la même raison, agir sur des taux d'intérêt devenus négatifs?

Dans ce contexte, il n'y a aucune raison de penser qu'une inversion des tendances intervienne dans un proche avenir. De nouvelles crises paraissent plus probables que le retour au calme, du moins tant que le néolibéralisme continuera de polluer les esprits.